

Pourquoi changer du bleu au rouge et ne pas changer notre économie? C'est strictement parce que les membres des vieux partis sont financés par les mêmes sources, encouragent et protègent les mêmes coalitions «gammickées» avec les banques, pour employer une expression de chez nous. Voilà pourquoi, après 100 ans, on ne distingue pas plus aujourd'hui qui contrôle quoi au pays.

Monsieur le président, on parlait tantôt d'ombrelles. Je vais essayer de parler du cœur du problème. Qui est la cause de l'inflation? Les producteurs disent que ce sont les consommateurs. Les consommateurs disent que ce sont les producteurs. Les financiers disent: «C'est parce qu'on achète trop». D'autres disent que c'est parce qu'on n'achète pas assez. Les syndicats disent que c'est parce qu'on ne gagne pas suffisamment et que d'autres font trop de profit. D'autres encore prétendent que l'on fait trop de profits et disent: C'est parce qu'il y a inflation qu'on demande de trop fortes hausses salariales. Devant ce fait, ceux qui devaient former le gouvernement solide prennent la part de ceux qui écrasent les petits et disent, par la voix douce et câline de leur ministre des Finances (M. Turner): «Serrez-vous la ceinture vous autres les petits, soyez raisonnables dans vos demandes.» Il l'a dit il y a encore une semaine.

Monsieur le président, nous parlons aujourd'hui du problème de l'alimentation. Qui contrôle l'alimentation? Ce gouvernement, par la voix de son ministre de la Consommation et des Corporations (M. Ouellet), lundi dernier, à la radio, disait que le gouvernement ne pouvait pas intervenir directement pour influencer sur les prix ou intervenir directement pour protéger le consommateur, puisque la hausse des prix était causée d'une part par une sous-production canadienne à cause de la température, et d'autre part par une sécheresse mondiale. Lorsqu'on connaît la situation, on se rend compte qu'il s'agit là d'une surproduction. Mais qui donc influencent les prix et les contrôlent? Qui donc mènent dans ce pays si le président du Conseil privé lui-même avoue qu'il ne peut rien y faire puisque l'inflation est étrangère au Canada? Pourtant, monsieur le président, je sais qu'il ne connaît pas les problèmes de l'inflation, parce qu'il a un salaire suffisamment élevé. C'est pour cela qu'il tente de présenter le projet de loi à la Chambre. Les petits contribuables, monsieur le président, connaissent le problème de l'inflation. Si ce n'est pas le gouvernement puisqu'il l'avoue, qui est-ce donc? Nommons-en quelques-uns!

D'abord, monsieur le président, tout le monde connaît les magasins *Dominion Stores Ltd.*, et le slogan «Dominion nous fait bien manger». Allons, ce soir, au fond du problème. Je ne cherche pas un bouc émissaire à l'inflation, je cherche les raisons profondes, les responsables qui contrôlent notre économie et qui contrôlent ce gouvernement qui a les deux poings liés. Cette chaîne de magasins, les *Dominion Stores Ltd.*, la plus importante au Canada, est contrôlée par la *Argus Corporation*, dont le président s'appelle M. John A. MacDougall. Cela signifie qu'il contrôle directement la *Dominion Stores Ltd.*, la *General Bakeries*, la deuxième plus grande boulangerie du Canada, la *Massey-Fergusson Industries*, soit le plus grand manufacturier de machines agricoles au Canada, la *Hollinger Mines Ltd.*, qui possède nos mines de fer, la *Iron Ore Ltd.* à Schefferville, et qui renvoie le minerai aux États-Unis pour le transformer, pour qu'on puisse le racheter à profit, sociétés qui contrôlent aussi la *Domtar Ltd.*, la plus grande compagnie de papier, de matériaux de construction au Canada, et enfin la *Standard Broadcasting*, de laquelle relève CJAD de Montréal et CFRB de Toronto.

L'inflation

Ce même monsieur, qui n'est pas nécessairement le responsable de l'inflation, est une des personnes qui se sert de l'inflation de connivence avec ce gouvernement contre et sur le dos des gagne-petit. Ce monsieur est aussi le directeur senior de la *AVCO Corporation*, un conglomérat de 16 entreprises qui va d'une compagnie de finance jusqu'à des contrats militaires aux États-Unis.

Plus important encore, ce même monsieur est directeur et membre du comité exécutif de la Banque Canadienne Impériale de Commerce. Pour l'appuyer, trois autres directeurs de la *Argus Corporation* sont aussi directeurs de la Banque Canadienne Impériale de Commerce, à savoir M. A. A. Thornbrough, conseiller financier, et M. A. L. Firley, président junior du comité exécutif de la *Domtar Ltd.* C'est drôle comme toutes ces familles se rejoignent et qu'on retrouve toujours une de nos banques à charte en dessous de cette histoire. Cela est curieux, monsieur le président.

Selon le ministre des Finances, les banques à charte sont des institutions bénies, des sanctuaires. Ces sanctuaires contrôlent et écrasent les gagne-petit, et font en sorte que producteurs et consommateurs se battent entre eux, que les petits souffrent de la situation inflationniste, de la dépréciation de l'argent, comme le disait mon collègue de Kamouraska (M. Dionne), et ces gens-là continuent à tirer profit de l'inflation.

Monsieur le président, le vice-président de la Banque Canadienne Impériale de Commerce, M. John Leich, est président de la compagnie qui contrôle la *Maple Leaf Mills* dont il est aussi un des directeurs. Il est enfin directeur de la *Massey-Ferguson*, deux industries canadiennes très importantes qui jouent un rôle dans le monde de l'alimentation.

Et chez nous, mon concitoyen qui travaille à Drummond ou à la *Utex* gagne \$5,000 ou \$6,000 par année. Au fait, le revenu annuel moyen chez moi, selon Revenu Canada, est de \$6,700, soit \$129 par semaine. L'ouvrier court les grandes ventes chez *Dominion Stores Ltd.* et *Steinberg Limitée* pour essayer de sauver sa peau et de mettre du pain sur la table de sa famille.

Or, monsieur le président, cette personne est victime du système financier contrôlé par la haute finance qui contrôle ce même gouvernement.

Un autre vice-président et directeur de la Banque Canadienne Impériale de Commerce, M. W. F. McLean est aussi vice-président et directeur de la *Canada Packers*, compagnie qui détient 500,000 actions, ce qui représente une valeur de 9 millions de dollars environ, dans la *Dominion Stores Ltd.*

C'est surprenant, monsieur le président, de voir comment toutes ces familles se retrouvent: le monde de la machinerie agricole, le monde qui contrôle les intrants de la production, le monde qui contrôle la finance, le monde qui contrôle les banques, qui contrôle la mise en marché par la *Dominion Stores Ltd.* Tout cela appartient au même groupe financier, comme le disait mon collègue de Kamouraska. Une poignée d'hommes, monsieur le président, mène le pays.

Si nous résumons: la *Argus Corporation* détient 23 p. 100 des actions de la *Dominion Stores Ltd.* directement, et 6 p. 100 par l'intermédiaire de la *Canada Packers*.

Monsieur le président, comment les petits producteurs, les cultivateurs de chez nous, les petits commerçants, la petite entreprise privée, peuvent-ils faire face à cette expansion formidable des prix, à cause du plafonnement de leurs salaires?